

RÉDACTION

ADMINISTRATION

BUREAU D'ABONNEMENTS

Rue Pépinière, 3.

On s'abonne dans tous les bureaux de poste.
Compte de chèques postaux 112.
Les abonnements partent
du 1^{er} ou du 15 de chaque mois.

PRIX D'ABONNEMENT

En 6 mois 1 an 18 mois

Suisse Fr. 28 — 18 — 8 50 8 50
Étranger (argent suisse) 40 — 20 50 10 50 4 —
(Abonnements pris à la poste — en plus.)

Prix du numéro: Suisse 10 cent. — Étranger 15 cent.

Gazette de Lausanne

ET JOURNAL SUISSE

FONDÉE EN 1798

ANNONCES:

PUBLICITAS

Société Anonyme Suisse de Publicité

LAUSANNE, rue Richard, 3

et Succursales, Agences, Correspondants
en Suisse et à l'Étranger.

PRIX DES ANNONCES

Pour le canton... 0.40 cent.
Pour la Suisse... 0.50
Pour l'étranger... 0.50
Régimes Fr. 1.50

Tous les retards et tout envoi doivent être affranchis

Lausanne, 6 avril

EN RHÉNANIE

Impressions de Bonn

Bonn, la jolie ville universitaire des bords du Rhin, appartient depuis quelques semaines à la zone française d'occupation. Elle était tenue jusqu'à cette date par les Anglais. Et ces braves Tommies s'y trouvaient si bien qu'ils ont fait des pieds et des mains pour y rester. Ils n'ont même pas hésité à noircir dans des dessins ceux qui devaient leur succéder: « Vous verrez, disaient-ils aux autochtones affolés, vous verrez le régime que les Français vous imposent. Ils sont exaspérés par les ravages de votre armée dans leur pays pendant la guerre. Ils sont outrés de la mauvaise volonté que vous mettez à payer votre dette envers eux. Pauvres gens que vous êtes! Vous allez en voir de toutes les couleurs! »

Ces discours avaient terrorisé les Bonnois. On raconte que la sœur de l'empereur Guillaume, la princesse de Schaumbourg-Lippe, qui habite ici une magnifique villa, était particulièrement nerveuse. Elle doit avoir adressé en haut lieu interpellé d'ardentes suppliques tendant à ce qu'on lui laissât ses officiers britanniques et à ce qu'on n'ouvrit pas sa villa à des officiers français. On ne put tenir compte de sa requête. Et quelle ne fut pas sa surprise en constatant que ses hôtes nouveaux respectaient ses rideaux et ses tapis. Elle n'est pas encore revenue de sa stupeur.

La même surprise agréable attendait les simples bourgeois et plus spécialement les professeurs et les étudiants de cette Université de Bonn qui se prévaut d'un si brillant passé. Ils n'avaient pas bonne conscience, ces universitaires de tous âges. Si toutes les universités allemandes étaient empoisonnées d'esprit pangermaniste, celle de Bonn répandait un venin plus nocif que les autres. C'est ici que Guillaume II a mené la vie d'étudiant, c'est ici que la Borussia, le corps le plus aristocratique de toute l'Allemagne, tenait, avant la guerre et avant l'occupation par les Alliés, le haut du pavé. Bonn était dans l'Allemagne impériale un foyer de pangermanisme intellectuel. Ce foyer, de toute évidence, ne s'est pas éteint. On rencontre dans les rues les mêmes adolescents au visage hâlé, les mêmes jeunes gens coiffés de l'affreux Stürmer. Ils ne se font plus suivre de leurs énormes dogues, les dogues étant aujourd'hui un objet de suprême luxe en Allemagne, mais ils ont recommencé leurs duels à la rapière. L'Allemand n'a donc pas versé assez de sang pendant la guerre? Il tient donc à le voir couler d'une façon ou d'une autre? La jeunesse germanique avait une admirable occasion de renier une institution barbare, sinistre parodie des tournois et qui n'a plus sa raison d'être. C'est un phénomène attristant que son empressément à ne point saisir l'occasion propice.

Les Anglais avaient interdit les duels à la rapière et l'on avait dit aux étudiants bonnois: « Vous verrez, les Français les interdiront aussi. » Mais les Français n'ont rien interdit. Il plaît aux étudiants de Bonn de se découper des pommes frites dans les joutes: allez-y gaiement, jeunesse studieuse et quelque peu sanguinaire! L'autorité française s'est fait, d'ailleurs, une loi d'intervenir le moins possible dans le ménage universitaire. J'ai recueilli à cet égard, de la bouche même de M. Paul Tirard, les déclarations les plus intelligemment libérales et les plus appropriées, je pense, à la situation. Je crois pas desservir M. Tirard en apportant ce fait. M. Paul Tirard est résolu à laisser aux enseignants et aux enseignés tous les privilèges compatibles avec le maintien de l'ordre public et avec la déférence due aux vainqueurs.

Il a raison. La violence engendre la violence. L'autorité alliée ne tarderait pas à se faire détester plus encore si elle prétendait diriger les opinions de ces intellectuels rhénans. Il faut que les pangermanistes arrivent à reconnaître d'eux-mêmes l'absurdité et la nuisance, comme on fait autrefois, de leur doctrine. L'influence française qui va rester prépondérante à Bonn pendant des années pourra heureusement s'exercer dans ce sens; mais c'est une entreprise de longue haleine.

J'ai eu le plaisir de m'entretenir quelques instants à Bonn avec un jeune professeur qui s'est fait une spécialité de l'étude critique de la littérature française, surtout de ses représentants les plus jeunes et les plus hardiment novateurs. M. Curtius a publié un livre — qui fut d'abord un cours professé à Bonn — où les écrits de Pégy, Suetonius, Rion, Gide, Agathon sont finement

ment appréciés. M. Curtius, dès 1914, ne croyait pas à la décadence française. Les vertus déployées par la France pendant la guerre n'ont pas été une surprise pour lui.

Je l'interroge sur l'état d'esprit des étudiants au lendemain de la défaite. Il constate l'existence d'un courant pangermaniste, exaspéré par le désastre, une soif de revanche attisée par la présence des troupes alliées en Rhénanie. Mais il me signale d'autre part, une nouveauté curieuse: un mouvement de sympathie enthousiaste pour le socialisme extrême, un appétit de bouleversement général qui se manifeste par une étude passionnée de la poésie et des philosophies orientales. Les adeptes de cette école déclarent: « L'Occident a fait faillite. La démocratie française et le libéralisme anglais sont aujourd'hui choses vieillottes et dépassées. L'Allemagne doit se retremper aux sources mêmes de la pensée humaine. Qu'elle s'instruise auprès des Russes, des Chinois, des Hindous! »

Cette curiosité pour les civilisations de l'Orient, curiosité de caractère pratique non moins que spéculatif, explique le succès obtenu pendant la guerre par les traductions allemandes de Dostoïevsky, de Rabindranath Tagore, par le livre du comte Keyserling sur ses impressions de voyage en Chine. Cet élan des jeunes lettrés d'Allemagne vers l'Orient mériterait d'être observé de plus près. Je m'appliquerai peut-être un jour à cette étude. Quel en sera le résultat pratique? Lord Beaconsfield, quand il n'était encore que Benjamin Disraeli, subit, lui aussi, le prestige oriental. Il en rapporta la théorie de l'impérialisme britannique. Puissent les étudiants allemands, fils de la défaite pangermanique, en rapporter autre chose!

Il convient, d'ailleurs, d'observer que les étudiants monarchistes et impérialistes mettent, pour le moment, leur drapeau en poche. Certaines feuilles avancées ayant accusé la jeunesse universitaire d'avoir fait des vœux pour le succès de Kapp et sa bande, le Comité général des étudiants de Bonn, parlant au nom de toute l'Alma mater, a publié une protestation énergique: « Selon les nuances politiques, lit-on dans ce manifeste, on parle d'étudiants nationalistes ou de la canaille du parti national allemand et, sans le vouloir, mais aussi parfois avec intention, on suscite l'idée qu'être étudiant, c'est sympathiser pour la réaction. Etre étudiant, ce n'est pas faire partie d'une classe, encore moins d'une coterie, et nous en sommes fiers. »

Quelques lignes plus bas on lit encore: « Nous sommes fiers de voir dans les classes de nos écoles supérieures le fils de l'ouvrier à côté du fils du grand commerçant et de voir ainsi que tous les trésors dispensés par la science deviennent un bien commun pour toutes les classes. » Cette profession de foi démocratique est une grande nouveauté dans les universités allemandes. La phrase suivante du manifeste est plus sujette à caution: « Nous sommes fiers, déclarer les étudiants, de constater que la science nous a appris à comprendre la pensée des autres. » Croient-ils donc, les étudiants de Bonn, qu'ils connaissent les autres peuples avant la guerre? Était-ce un sentiment scientifique que le mépris dont ils accablaient, d'accord avec leurs professeurs pangermanistes, toutes les nations de la terre, sauf l'allemande? Il y aurait fort à redire à cette partie du manifeste universitaire qui a été si remarqué à Bonn et dont je cite quelques extraits, mais la conclusion en est, de nouveau, fort raisonnable: « Un idéal d'unité intellectuelle, c'est tout l'esprit étudiant (das Studententum). Ce n'est pas un parti, ce n'est pas une classe, ce n'est pas une conception philosophique qui nous unit les uns aux autres. Ceux qui parmi le peuple ne sont ni étudiants, ni universitaires devront bien le reconnaître. » Il est d'assez bon augure, me semble-t-il, que le langage public des étudiants garde cette mesure et cette prudence. Ce document ne porte en rien la marque des deux groupes extrêmes signalés plus haut: impérialistes de droite et bolchévistes de gauche. Est-ce aux baïonnettes alliées qu'on doit tant de sagesse et de modération? De toute façon, cet état d'esprit « officiel » marque un progrès dans le sens de l'apaisement. Ah! si l'université de Bonn pouvait devenir un foyer de culture vraiment universelle, vraiment internationale! Ah! si le Rheinland pouvait former un trait d'union entre la France et l'Allemagne, entre l'esprit latin et l'esprit germanique!

Cet idéal n'est pas encore, je le crains, à la veille de se réaliser. J'en ai eu, au moment de quitter Bonn, la preuve trop convaincante. Je m'appretais à monter dans le train à destination de Coblenze. Je demandai quelques renseignements pratiques au portier à redingote bleue et casquette rouge qui arpentait le quai.

Il répondit avec la plus grande prévenance à toutes mes demandes. Sur quoi je m'éloignai. Mais mon accent avait sans doute donné l'éveil au portier. Croquant reconnaît en moi un Français, il m'aborda quelques instants plus tard et, brusquement, me posa cette question: « Est-ce que j'ose vous demander ce que vous pensez de l'avenir de l'Allemagne? »

Je dissimulai ma surprise et lui fis sans hésiter la réponse qui traduisait ma conviction intime: « Je crois que l'Allemagne se relèvera, lui déclarai-je, qu'elle se relèvera même très vite, pourvu que vous ne fassiez pas de bêtises. Développez vos institutions républicaines encore précaires, abstenez-vous d'impérialisme et de bolchévisme. »

Il parut soulagé par ma réponse. Son visage angélique s'éclaira un peu. Je me rengorgeai. J'étais infiniment flatté d'être pris pour la Pithyie de Delphes. C'était la première fois qu'une telle aubaine était mon partage. Mis en confiance par la réponse favorable de l'oracle, le portier continua son déferent interrogatoire. Et j'eus l'explication de son inquiétude. Il croyait, on lui avait dit « que les Français n'évacueraient jamais la rive gauche du Rhin et qu'ils voulaient l'annexer (annektieren) ». Ce fonctionnaire rhénan en éprouvait un patriotisme chagrin. Je le rassurai de mon mieux. Je lui représentai que la France s'estimait assez grande comme elle est, qu'elle ne songe point à s'incorporer des territoires germaniques. Elle n'était venue sur le Rhin que pour fonder sa propre sécurité et pour apporter l'ordre. Les gens de Bonn ne vivaient-ils pas sous un régime plus confortable que ceux de la Ruhr, en proie à la guerre civile?

Le portier, cependant, n'était qu'à moitié convaincu. Et je ne jurerais pas que mon pronostic sur les desseins français lui parût d'aussi bon aloi que ma prophétie sur le relèvement de l'Allemagne. Son langage ingénu témoignait aussi bien de la campagne haineuse à laquelle se livre la presse du Reich contre la politique censément annexionniste de la France dans le Rheinland. On cherche sur la rive droite à entretenir le chauvinisme de la rive gauche en brandissant, au moins prématurément, le fantôme de l'annexion française. Cette agitation rend difficile aux autorités occupantes leur politique de conciliation et de libéralisme. Les Rhénans, chauffés à blanc par la propagande pangermaniste, clandestine mais toujours intense, attribuent à des arrière-pensées inavouables les complaisances qu'on leur marque.

J'ai cru comprendre, au surplus, que l'état d'esprit de mon portier était celui de la grande majorité des Rhénans. Encore une fois, les anciennes sympathies françaises de ce pays ont presque totalement disparu. On m'a nommé quelques savants, quelques lettrés qui se proclament francophiles; mais c'est coquette d'intellectuels. La population, dans son ensemble et dans son tréfonds, est résolument germanique. Tout ce qu'on peut espérer, c'est qu'on arrivera avec le temps à la « déprussianiser ». Plus on réfléchit sur le douloureux problème des rapports de l'Allemagne avec le reste du monde, plus on arrive à cette conclusion que la seule solution raisonnable consisterait à créer une Allemagne fédérale.

Mais la politique à courte vue des Anglo-Saxons a étouffé dans l'œuf, au lendemain de l'armistice, les tendances particularistes. Sera-t-il possible de les faire renaitre? Il y faudra, en tout cas, beaucoup de temps.

Maurice MURET.

Diagnostic

En voyage..., ce 1er avril 1920.

M. Feyler me permet-il un mot d'explication au sujet de son article et du mien sur la question des maisons de jeu?

Si, dans le village où M. Feyler exerce ses droits d'électeur, personne n'a eu la naïveté devant le contre-projet des Chambres, je tiens à l'assurer que dans le milieu où je vis, ce texte fédéral, hypocrite et sournois, a été réellement rejeté avec dégoût. J'ai donc usé d'une expression qui est strictement exacte, je la maintiens.

Votre bien dévoué,

Philippe GODET.

Je remercie mon honoré Maître, M. Ph. Godet, de l'attention qu'il a bien voulu prêter à mon passage par propos. Nous sommes d'accord. Dans son collige on vomit; on n'a pas vomit dans le mien. C'est une simple affaire d'estomacs.

F. FEYLER.

LA

Gazette de Lausanne

lue dans le monde entier
est un organe de publicité de 1^{er} ordre

Destruction et restauration

du bassin houiller

du Nord et du Pas-de-Calais

Les Allemands ne se gênent pas pour dire que tout l'effort de la guerre était dirigé contre l'Angleterre qu'ils trouvaient toujours devant eux dans leurs tentatives d'expansion coloniale, qui empêchait leur accès aux Indes en barant l'extrémité du chemin de fer de Bagdad, qui, malgré le prodigieux développement des flottes militaires et commerciales de l'Allemagne restait maîtresse de la mer, qui cherchait à évincer de leurs positions les agents commerciaux allemands dans le monde entier.

Mais, entre l'Allemagne et l'Angleterre il y avait la France, liée à sa voisine d'outre-Manche par une entente que l'imminence du danger avait rendue toujours plus étroite. De nombreuses tentatives de rapprochement, appuyées même par des hommes politiques français avaient été faites. On avait essayé de la pénétration pacifique qui donnait d'excellents résultats. Dans tous les domaines économiques les produits allemands, surtout les machines, envahissaient le marché français, et il aurait suffi de quelques années de ce régime pour que, les Allemands eux-mêmes venant s'établir en France, il se soit opérée une lente dissolution de la nation française trop peu prolifique dans la nation allemande affligée de surpopulation.

Il était du plus haut intérêt pour l'Allemagne d'empêcher par tous les moyens le développement de l'industrie nationale française, et nous avons à maintes reprises entretenu nos lecteurs de nombreuses tentatives, la plupart couronnées de succès, qui furent faites pour remplacer en France les affaires industrielles nationales par des affaires allemandes. C'est ainsi que l'utilisation des déchets animaux dans la France entière avait passé entre des mains allemandes, munies d'un outillage supérieur (voir *Gazette de Lausanne* du 29 avril 1917. Le péril économique). Par-dessus tout il s'agissait de mesurer parcimonieusement aux Français le charbon, pain de l'industrie, et, à cet effet, les Allemands avaient trouvé un bon moyen en ne livrant leur charbon que contre du minéral de fer. On sait qu'ils avaient des intérêts dans trente concessions ferrifères françaises, dont vingt-et-une étaient leur propriété exclusive. On sait que l'Allemagne, extrayant sept fois plus de charbon que la France n'était gérée dans sa royauté continentale du charbon que par l'Angleterre.

Aussi, lors de l'envahissement de la France, les Allemands ne négligèrent-ils pas de ruiner l'industrie des régions envahies, en portant leur principal effort sur les mines de charbon.

Dans le magistral discours prononcé par M. Grunier devant la Société des ingénieurs civils de France, le 9 janvier 1920, lors de son installation en qualité de président, nous trouvons un saisissant tableau de ce que fut cette destruction dans la perfection, froidement calculée, laisse loin derrière elle tout ce que l'Histoire nous enseigne au sujet d'événements de ce genre.

Nous rappelons que la consommation française d'avant-guerre était en chiffres ronds de 60 millions de tonnes de charbon par année, dont 29 millions provenaient du bassin houiller du Nord et du Pas-de-Calais, 11 millions des bassins du Centre et du Midi, 4 millions de Belgique, 5 millions d'Allemagne, et le reste, soit 11 millions environ, principalement d'Angleterre. Il s'agissait donc d'isoler la France de son bassin du Nord, de la Belgique, et des ports maritimes. La France, réduite au sixième de son approvisionnement, allait manquer du combustible, source première de toute possibilité de lutte industrielle, et par suite militaire.

Ce calcul très bien établi fut déjoué en grande partie; le bassin du Pas-de-Calais ne put jamais être complètement envahi, et sa partie libre fut exploitée de façon intense. Les houillères du Centre et du Midi doublèrent leur production et la guerre sous-marine ne put jamais empêcher complètement le charbon anglais d'arriver en France.

Alors l'exaspération des envahisseurs fut portée à son comble, et, dès octobre 1915, des mesures radicales furent prises par les ingénieurs au corps des mines allemand pour ruiner, dans leur esprit à tout jamais, la fleur des mines françaises dont l'annexion à l'Allemagne semblait déjà devenir problématique.

Pour la clarté de ce qui va suivre, il convient d'expliquer comment sont établis les puits de mines de la région Nord de la France. Le terrain se divise en deux couches principales: une couche

supérieure constituée par de la craie, une couche inférieure constituée par de l'argile au-dessous de laquelle se trouve le terrain houiller. La couche de craie est entièrement fissurée, par conséquent excessivement perméable à l'eau. Dans cette partie, le puits est revêtu d'une cuirasse en fonte parfaitement étanche que l'on nomme *cuvelage*. Dans la partie inférieure, où l'argile est étanche par elle-même, le cuvelage n'est pas nécessaire et le puits est alors revêtu d'une simple maçonnerie. Derrière le cuvelage existe aussi un bétonnage qui remplit tous les vides entre le cuvelage et le terrain.

Les Allemands essayèrent d'abord d'obstruer les puits en y laissant tomber les cages d'extraction, puis en y projetant toutes sortes de matériaux. Ils supprimèrent l'aérage des puits au voisinage du front, hantés par la crainte de l'existence de passages secrets d'une mine à l'autre permettant aux soldats français de cheminer sous terre. Tous ces moyens parurent insuffisants et la décision fut prise de laisser les puits se remplir d'eau en faisant sauter les cuvelages. C'est alors qu'intervinrent les ingénieurs des mines, parfaitement au courant des installations qu'ils avaient fréquemment visitées et qui, en septembre 1915, firent un premier essai aux fosses No 8 de Courrières et No 6 bis de Liévin. Malgré des charges de 150 kg. d'explosifs, les cuvelages ne furent que partiellement entamés et il ne fut pas possible de provoquer la venue de grandes masses d'eau.

A partir du 20 octobre 1915, toutes les mesures étaient prises pour rendre la destruction efficace, et ainsi furent détruits successivement tous les cuvelages des puits de Liévin, Lens, Courrières, Dourges, Carvin, Drocourt, Meurchin, c'est-à-dire de toutes les mines situées à proximité du front. Pendant ce temps, les envahisseurs exploitaient pour leur compte toutes les mines du Nord en arrière du front.

Le remplissage par l'eau des galeries et chantiers ne parut pas aux envahisseurs un moyen suffisant pour prévenir une prompt reprise des travaux souterrains. Ils rendirent l'épuisement infiniment difficile en encombrant les colonnes des puits de tout ce qu'il fut possible de projeter, cages, câbles, bennes et autres matériaux, qui devaient s'opposer à la descente des pompes d'épuisement, puis ils rendirent les eaux infectes par la projection de cadavres d'hommes et d'animaux. Enfin quand l'entrée des galeries sera débarrassée des eaux, se dresseront de nouvelles difficultés; de puissantes charges d'explosifs envoyées tout au fond des puits ont fait sauter les accrochages (installations de chargement au fond), ont ébranlé le muraillement des puits, fait ébouler les voûtes des voies d'accès et les chambres des machines souterraines. Il reste aussi au fond des charges non explosées.

Rendre inabordable les gisements souterrains ne suffisait pas. Il fallut rendre inutilisables toutes les installations de surface, de façon à reculer la date du commencement des travaux d'épuisement et de restauration souterraine.

Pour les machines d'extraction, chaque cylindre est brisé, chaque tiroir de distribution a reçu sa charge spéciale d'explosif, chaque bouton de manivelle a été coupé à la dynamite; contre le gros arbre on a mis une charge suffisante pour le couper au voisinage des coussinets en mettant d'un seul coup le bâti en morceaux.

Les ventilateurs, les compresseurs d'air, les chaudières, subirent le même sort, puis on détruisit les bureaux avec tous les plans et registres de comptabilité, enfin on s'attaqua aux bâtiments, aux maisons ouvrières, de telle façon que toute cette riche contrée n'est plus qu'un champ de ruines.

Jusqu'aux premiers jours d'octobre 1918 les puits intacts du Nord envahis étaient encore pour le compte des envahisseurs, mais lorsque ces derniers sentirent venir l'heure de la retraite, ils décidèrent de ruiner toutes les installations encore debout et, du 6 au 12 octobre 1918, tout fut consommé. Le 12 octobre il ne restait plus dans toute la région envahie une seule cheminée, un seul bâtiment debout. Tout fut détruit systématiquement en n'épargnant aucun détail. Même chaque boîte à graisse de wagon reçut sa petite charge d'explosif.

Enfin toutes les réserves de combustible laissées à la surface furent incendiées.

Voici maintenant le bilan de cette œuvre satanique:

220 fosses sont rendues inutilisables pour plusieurs années.

Toutes les installations du jour sont complètement détruites.

Toutes les installations de chemin de fer sont détruites.

Tous les ponts de routes et de chemins de fer sont coupés et effondrés.

Les mines sont remplies de 60 à 80 millions de mètres cubes d'eau.

Une population de 100,000 ouvriers est sans asile.

Le dommage dépasse deux milliards et demi de francs pour les houillères seules, et atteint un chiffre au moins égal pour les usines et manufactures.

Loin de se laisser abattre par l'immensité du désastre, les exploitants français ont fait preuve d'un courage, d'un esprit d'initiative, et d'une fermeté à toute épreuve. En pleine guerre, déjà en 1915, furent envisagés les moyens de dénoyer les puits, et à cet effet fut passé par les Mines de Lens, les plus éprouvées, une importante commande de pompes à notre industrie suisse, la seule en état de fournir à cette époque. Plus grandissait la destruction et plus les ingénieurs français multipliaient les moyens de réparation. De nouvelles pompes furent commandées, il fut créé un Groupement des Houillères envahies qui centralisa toutes les commandes et s'appliqua à standardiser les types. Il fallut d'abord procéder aux travaux de déblayage, non encore achevés depuis un an et demi que l'ennemi a quitté le territoire. Puis on établit de vastes stations centrales électriques dont les réseaux s'installent actuellement dans tout le bassin sinistré, de Béthune à la frontière belge. Ces stations seront conservées après l'achèvement de la restauration; elles fourniront en premier lieu l'énergie nécessaire aux pompes de dénoyage, et aux treuils provisoires, puis alimenteront par la suite les machines d'extraction à commande électrique qui se substituent maintenant aux anciennes machines à vapeur. Elles actionneront aussi les ventilateurs, les compresseurs d'air et toute la machinerie qui n'est pas commandée par l'air comprimé.

Partout où les puits n'étaient pas noyés, on a recommencé l'extraction et à fin 1919, Anzin, Aniche, Thivencelles, Ostricourt, Crespin, Douchy, Vicoigne, arrivaient déjà à produire ensemble 80,000 tonnes par mois. Ce magnifique essor est malheureusement entravé pour le moment par une infâme grève, œuvre de quelques scélérats, pour lesquels le patriotisme ne compte pas. Avec un peu de fermeté de la part du gouvernement français, la grève passerait comme a passé la guerre; l'extraction, rendue plus active par l'emploi de moyens modernes, arriverait à rattracher à ce riche sol du Pas-de-Calais et du Nord des trésors plus abondants que par le passé et, l'utilisation de la houille blanche aidant, on peut prédire pour dans quelques années, un magnifique essor à l'industrie française.

Genève, le 30 mars 1920.

Henri BESSON.

L'opium

La drogue fatale a beau être proscrite par les lois de la République chinoise; elle rentre sur le territoire de celle-ci par quantités formidables. L'Inde est toujours la grande pourvoyeuse, mais, écrit le correspondant du *Times* à Pékin, l'opium qui va en Chine s'annonce en partance pour l'Amérique. La denrée y est transportée à l'état brut: de janvier à octobre 1919 inclusivement, il en est arrivé 250 tonnes qui, manufacturées, ont donné 35 tonnes d'opium pharmaceutique. Or une tonne de morphine fournit à 32 millions d'injections; il y en a donc assez, avec une tonne, de quoi suffire aux deux Amériques, de l'Alaska à la Patagonie. D'Amérique, l'opium est réexporté au Japon, d'où il passe à Tientsin (Shantung), ou en Corée. De Tientsin, il est contrebandé dans l'intérieur. De la Corée, des bateaux à moteur le distribuent le long des côtes de la Chine. L'opium et la morphine pénètrent également une route moins détournée: de l'Inde aux îles néerlandaises et à Macao, d'où la contrebande les répartit dans tout le sud. Dans un récent meeting anti-opium à Pékin, sir Francis Aglen, inspecteur général des douanes maritimes chinoises, exposa que les douanes avaient, en 1919, saisi 21 tonnes d'opium et quatre quintaux de morphine et autres dérivés. Ces chiffres, ajouta-t-il, ne sont qu'une fraction infinitésimale de ce qui entre en réalité dans le pays. Le correspondant conclut qu'il n'y a pas moyen de débarrasser la Chine du fléau tant que le monde produit beaucoup plus d'opium qu'il n'en peut normalement consommer. La responsabilité de cet état de choses repose sur deux nations: la Grande-Bretagne, qui autorise la culture du pavot dans l'Inde sur des surfaces infiniment trop vastes pour la consommation locale et qui permet à ses ressortissants de fabriquer de la morphine et d'autres drogues pernicieuses en quantités démesurées au moins de ce que requiert l'usage médical; l'autre coupable est le Japon, qui favorise la contrebande. « Pour notre prestige comme pour notre conscience, conclut le correspondant du *Times*, nous devrions, sans circonstances, supprimer cet infâme trafic en coupant le mal à la racine, c'est-à-dire en arrêtant la production dans l'Inde. »